

Embargo : Ne pas publier ou diffuser dans les médias, ni sous forme de dépêche d'agence ou sur internet, avant le 5 décembre 2000, 14:00 heures (heure de Washington), 20:00 heures (heure de Paris), ou 19:00 heures GMT.



Banque mondiale

Communiqué de presse n° 2001/126

Contacts à Washington: Phil Hay (202) 473-1796

Phay@worldbank.org

Stevan Jackson (202) 458-5054

Sjackson@worldbank.org

Contacts à Paris : Magda Walter (33-1) 40 69 30 38

Mwalter@worldbank.org

Stéphanie Barbey (33-1) 40 69 30 11

Sbarbey@worldbank.org

LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT POURRAIENT CONNAÎTRE LA CROISSANCE LA PLUS RAPIDE DEPUIS PLUS DE DIX ANS, MAIS ILS SONT GÊNÉS PAR LES OBSTACLES AU COMMERCE DANS LES PAYS RICHES

Les progrès de la santé, de la scolarisation et de l'alphabétisation améliorent les perspectives de croissance

WASHINGTON, 5 décembre 2000 — Les innovations technologiques qui ont réduit le coût des transports et des communications, conjuguées au démantèlement des obstacles au commerce opérés au cours des 10 dernières années, ont stimulé l'expansion du commerce mondial, explique un nouveau rapport de la Banque mondiale paru aujourd'hui. De fait, on prévoit cette année une augmentation de 12,5 % du volume des échanges mondiaux, taux le plus élevé enregistré depuis la période qui a précédé le premier choc pétrolier des années 70. Beaucoup de pays en développement ont connu des exportations et une croissance du PIB dynamiques pendant les années 90, mais, constate le rapport, un grand nombre de pays parmi les plus pauvres du monde ont pris du retard, surtout les pays d'Afrique déchirés par des conflits.

Global Economic Prospects and the Developing Countries 2001 (Perspectives économiques mondiales et pays en développement). L'édition 2001 de ce rapport annuel de la Banque mondiale prévoit que la croissance économique des pays en développement devrait atteindre 5,3 % cette année, 5 % l'année prochaine et redescendre en douceur à 4,8 % en 2002. Cependant, l'évolution des marchés pétroliers reste un point d'interrogation important, ainsi que la durée de la remarquable période d'expansion exempte d'inflation dont jouissent les États-Unis.

« Nombreux sont les pays en développement qui ont adopté les programmes de réforme nécessaires à une croissance soutenue : ils ont maîtrisé l'inflation, renforcé leur intégration à l'économie mondiale et amélioré l'éducation et la santé de leurs travailleurs », a déclaré **Nick Stern, économiste en chef de la Banque mondiale et premier vice-président**. « Ces progrès ont considérablement amélioré les perspectives de croissance et de réduction substantielle de la pauvreté pour les dix années à venir. Cependant, les pays en développement resteront confrontés à des risques significatifs au cours des prochaines années, en particulier au risque de volatilité des marchés des capitaux, de coup d'arrêt de la croissance aux États-Unis, de brusques variations des prix pétroliers ainsi que d'un fléchissement de l'effort de réforme économique », a-t-il précisé.

Perspectives des pays en développement et du commerce mondial

Il semble que l'économie mondiale s'achemine en 2000 vers un pic conjoncturel, sous l'effet d'une nouvelle accélération de la croissance aux États-Unis, de la reprise en Europe et au Japon et de la forte relance enregistrée dans les pays frappés par la crise financière. L'accélération apparente de la croissance de la productivité tendancielle aux États-Unis, l'assouplissement du marché du travail et l'accroissement de la concurrence sur le marché des produits en Europe, ainsi qu'un début de restructuration du secteur financier et des entreprises au Japon, ont amélioré les perspectives de croissance à long terme.

Il en va de même dans les pays en développement, où la libéralisation des marchés, la stabilisation des politiques macroéconomiques et les avancées technologiques favorisent l'intégration. Ces pays ont également réussi à améliorer le niveau de santé et d'instruction de leurs travailleurs, ce qui devrait stimuler la croissance sur la longue période. Les indicateurs de « développement humain », tels que les taux de scolarisation et d'alphabétisation sont en progrès dans la plupart des régions en développement. Ainsi, le taux d'alphabétisme est tombé de 31 % en 1990 à 26 % en 1998 et l'espérance de vie est passée de 63 à 65 ans.

Les conditions de la croissance sont en progrès dans les pays en développement

	1988-90	1998-2000
Ouverture (Commerce/PIB)	29,0	43,5
Taux d'inflation médian	12,6	6,1
Solde budgétaire médian / PIB	-2,7	-1,8
IED / PIB	0,5	2,7
Encours dette extérieure / Exportations	172,6	142,2
Taux de scolarisation		
Primaire	78,0	82,0
Secondaire	56,0	63,0
Taux d'alphabétisme	31,0	26,0
Taux de mortalité des moins de 5 ans	91,0	79,0
Espérance de vie	63,0	65,0

Si ces perspectives favorables se concrétisent, les pays en développement devraient pouvoir réduire sensiblement la proportion des habitants vivant dans une extrême pauvreté (moins d'un dollar par jour). Mais cela ne sera possible que si leur croissance économique est largement diversifiée et si les pauvres participent pleinement à la croissance et au développement.

Prévisions par région

On s'attend à ce que la croissance ralentisse au cours des deux prochaines années par rapport au pic conjoncturel du début de 2000, mais toutes les régions en développement devraient néanmoins enregistrer une augmentation des revenus par habitant sur le court terme, allant de près de 6 % en Asie de l'Est à environ 1,5 % dans les régions Moyen-Orient et en Afrique du Nord et Afrique subsaharienne.

En **Asie de l'Est**, les cinq pays les plus touchés par la crise financière (Corée, Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande) connaissent un fort regain de croissance. La croissance a repris à un rythme très soutenu en 1999 dans ces cinq pays, où elle a atteint 6,7 % en moyenne, ce qui contraste fortement avec la contraction de 8,2 % accusée en 1998. Ce rythme s'est encore accéléré en 2000, pour atteindre près de 7 %. Pendant la même période, la Chine a enregistré des taux de croissance de l'ordre de 7 à 8 %.

En 2001-2002, il faut s'attendre à ce que la région connaisse une croissance plus modérée, qui se rapprochera des courbes de croissance à plus long terme. Les deux pays les plus vulnérables sont l'Indonésie et les Philippines, qui pâtissent de faiblesses politiques, de troubles civils et d'un sentiment, chez les investisseurs, que les pratiques commerciales n'ont guère gagné en transparence.

En **Asie du Sud**, la croissance du PIB est passée à 5,7 % en 1999 et devrait s'établir à 6 % en 2000, grâce à une performance du secteur agricole supérieure aux prévisions en Inde, au Pakistan et au Bangladesh, ainsi qu'à une accélération de la production industrielle en Inde (plus de 10 %) et à des progrès vigoureux dans le secteur des services. On s'attend à ce que la croissance de la région redescende à 5,5 % en 2001-02. Au Pakistan, des difficultés financières devraient limiter la croissance. De plus, la région est fortement tributaire des importations d'énergie (en particulier les pays les plus petits) et des exportations agricoles, telles que le coton, le thé et le caoutchouc. L'ajustement qui doit être opéré à la suite de la dégradation des termes de l'échange provoquée par les fluctuations défavorables des cours des produits de base risque d'amoinrir la croissance dans le proche avenir.

En **Amérique latine**, la reprise a été d'une vigueur remarquable, mais l'élan semble avoir faibli au cours du deuxième semestre. Le PIB devrait croître de 4 % sur l'année, mais les taux de croissance varient fortement suivant les pays. L'Amérique latine est au seuil d'une période de croissance modérée soutenue pour les 10 prochaines années, à la suite des réformes fondées sur les principes du marché effectuées par les grands pays et grâce à la solidité relative des secteurs bancaire et financier, aux potentialités de retombées technologiques venues des États-Unis et aux investissements étrangers directs, qui ont progressé plus rapidement en Amérique latine que dans toutes les autres régions en développement.

En **Europe et Asie centrale**, la croissance moyenne du PIB devrait passer à 5,2 % en 2000, ce qui représente un progrès sensible par rapport au 1 % enregistré en 1999. En Russie, la reprise est plus rapide qu'on ne le prévoyait, mais elle est due en grande partie aux recettes pétrolières et elle est plus fragile qu'en Asie de l'Est. Étant donné que les prix pétroliers devraient

baisser sur le moyen terme et que les effets de la dévaluation du rouble opérée en 1998 cesseront de se faire sentir, on s'attend à ce que le taux actuel de croissance du PIB russe (7,2 %) ralentisse sensiblement sur le moyen terme.

Les perspectives à plus long terme de la région se sont considérablement améliorées après les difficultés éprouvées pendant le passage à l'économie de marché, au cours des années 90. Les pays qui ont amorcé le processus d'adhésion à l'UE sont très encouragés à poursuivre les réformes et leurs perspectives de croissance sont meilleures que celles des autres pays de la région.

En **Afrique subsaharienne**, les séquelles de la crise de 1997-99 continuent de freiner l'activité économique de la région, car le cours des produits de base autres que le pétrole n'est pas sorti du creux conjoncturel. Cependant, la hausse des recettes pétrolières a stimulé la croissance dans les pays exportateurs de pétrole et la croissance de la production en Afrique du Sud est passée à 2,2 %, après plusieurs années de marasme. En moyenne, la croissance a progressé de 2,7 %, contre 2,1 % en 1999, et les revenus par habitant se sont stabilisés, après deux années de contraction.

Les pays qui ont suivi les meilleures politiques, comme le Botswana, l'Ouganda et plusieurs des pays de la zone franc, ont généralement connu des performances supérieures à la moyenne, et le PIB a enregistré une hausse de 5,2 %. Les pays victimes de luttes civiles ou de perturbations politiques majeures, tels que l'Angola, la République démocratique du Congo, la Sierra Leone, l'Éthiopie ou le Zimbabwe, ont eu la croissance la plus faible (0,2 % en moyenne sur l'année).

Les progrès réalisés dans la mise en œuvre des programmes de réformes et dans l'allégement de la dette ont amélioré les perspectives de croissance. On projette une hausse annuelle de 1,3 % du revenu par habitant pour les dix prochaines années, soit une nette amélioration par rapport au fléchissement ininterrompu des années 90. Cependant, ce taux n'atteint que le tiers de la moyenne asiatique. En effet, les pays d'Afrique subsaharienne demeurent handicapés par la médiocrité des infrastructures de transports et de télécommunications, par le manque de confiance des investisseurs, qui encourage la fuite des capitaux et limite les taux d'investissement privé, et par la faiblesse persistante des niveaux d'aide publique.

Le VIH/SIDA aura un impact négatif substantiel sur plusieurs pays. Selon les estimations les plus récentes, l'Afrique subsaharienne compte 24,5 des 34,3 millions de cas de VIH/SIDA (70 %) et 12,1 des 13,2 millions d'orphelins du sida recensés dans le monde. A plus long terme, l'accroissement de la population active pourrait baisser de 1 à 2 points de pourcentage dans les pays les plus affectés. Le fait que les victimes sont généralement des adultes dans la force de l'âge aggrave encore l'impact humain dramatique de cette maladie et ne peut que déprimer la croissance.

Dans la région **Moyen-Orient et Afrique du Nord**, l'évolution de la conjoncture a été tout à fait favorable, tant pour les exportateurs de pétrole que pour les autres pays. En 1999, la

croissance du PIB a atteint 2,2 %, et on table sur une croissance de 3,1 % pour 2000. Outre les substantielles recettes pétrolières, la région a également bénéficié de la forte croissance en Europe, qui s'est traduite par une expansion du tourisme, si bien que de nombreux pays nord-africains et méditerranéens ont accueilli un nombre record de touristes.

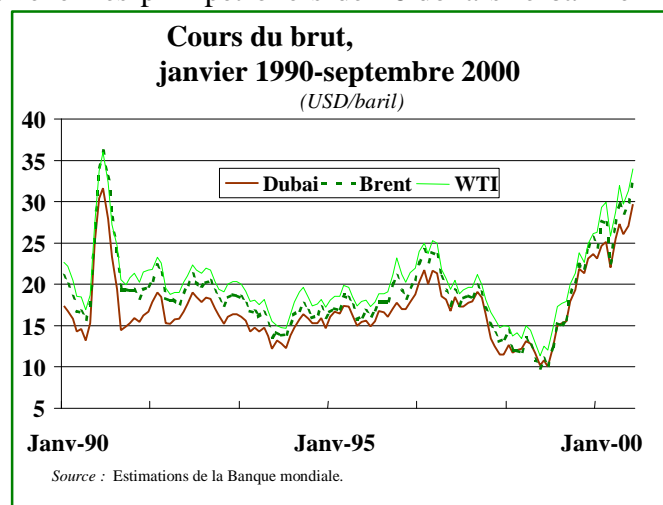
L'activité économique devrait connaître une reprise modérée, pour passer à 3,8 % en 2001 et 3,6 % en 2002. Si les prix pétroliers atteignent en moyenne 25 dollars le baril en 2001 et 21 dollars le baril en 2002, les recettes d'exportation devraient continuer à soutenir la croissance du revenu dans les pays exportateurs de pétrole. Pour les pays qui ont des exportations diversifiées, l'effet positif de l'augmentation de la demande extérieure est amoindri par le niveau relativement élevé des taux de change, par d'importants déficits budgétaires dans certains pays et par la baisse des marchés boursiers. De surcroît, la reprise des hostilités au Proche-Orient peut aussi affecter la confiance dans la région.

Une baisse des prix pétroliers est attendue

Le choc pétrolier actuel devrait être passager, car il tient à la convergence de facteurs à court terme inattendus. Une augmentation de l'offre, conjuguée à une certaine baisse de la demande (due à la hausse des prix) devrait ramener les prix pétroliers de 28 dollars le baril en moyenne en 2000 à 25 dollars le baril en 2001 et à 21 dollars le baril en 2002.

Dans le pire des cas (par exemple un hiver particulièrement rigoureux ou des perturbations de l'offre), les prix pourraient s'établir en moyenne à 30 dollars en 2000 et 2001, avec des pics temporaires allant jusqu'à 50 dollars ou plus.

Suivant la façon dont les gouvernements et le secteur privé réagiront, cette hausse des prix pourrait poser un risque non négligeable pour l'expansion, surtout si le choc contribue à une forte baisse des marchés boursiers des pays industriels. Cependant, on a peine à croire que les prix pourraient demeurer à des niveaux sensiblement plus élevés pendant plus d'un ou deux ans, étant donné que la production des pays non membres de l'OPEP et l'offre d'autres types d'énergie augmenteraient parallèlement. Les prix devraient s'établir à environ 18 à 19 dollars le baril pour le reste de la décennie, car des améliorations technologiques (dans les méthodes de localisation et de récupération du brut, par exemple) stimuleront la production et les efforts d'économie se poursuivront.



Il n'en reste pas moins que la hausse des prix pétroliers a intensifié les pressions inflationnistes et aggravé le déficit commercial dans certains pays développés, tout en avivant les tensions au sujet de la fiscalité de l'essence. Les pays en développement importateurs de pétrole ont été plus gravement touchés que les pays industriels, car ils consomment plus d'énergie par unité de production et ont moins facilement accès aux financements extérieurs dont ils ont besoin

pour soutenir le niveau des dépenses en attendant une baisse des prix. De surcroît, les cours des produits primaires qu'ils exportent, principalement les boissons tropicales et les autres produits agricoles, ont continué à baisser durant 1999 et 2000, de sorte que leurs termes de l'échange ont accusé une chute sévère.

Les politiques commerciales des années 90 et les pays les plus pauvres

Au cours des 20 dernières années, la plupart des pays en développement ont nettement libéralisé leurs régimes commerciaux. La croissance de leurs exportations s'est accélérée pendant les années 90, au rythme de l'expansion du volume des échanges internationaux (6 %). Pourtant, le taux de croissance du revenu par habitant des pays en développement en tant que groupe est resté bien inférieur à celui des pays riches. Si la Chine et l'Inde, qui ont lancé des réformes basées sur les principes du marché, ont connu un développement rapide, la croissance a été décevante, en revanche, dans un grand nombre de petits pays pauvres.

La libéralisation des régimes commerciaux s'est accompagnée d'une progression sensible des revenus et des exportations dans beaucoup de pays en développement pendant les années 90, mais ce résultat a été en partie masqué par de graves chocs politiques et par différents conflits extérieurs et intérieurs, qui ont particulièrement touché les pays les plus pauvres. Cependant, même si l'on exclut les pays en état de conflit, les pays les plus pauvres ont enregistré des taux de croissance plus faibles que les pays à revenu intermédiaire, pour des raisons qui tiennent aussi bien à des déficiences au niveau de la politique intérieure qu'à des obstacles au commerce extérieur.

En dépit de la généralisation des réformes et de l'amélioration de la conjoncture internationale, le revenu réel par habitant des pays en développement a augmenté à un rythme inférieur à 1 % par an pendant les années 90, contre plus de 2 % dans les pays industriels. C'est dans les régions où les barrières au commerce ont le plus baissé, y compris l'Asie de l'Est, l'Asie du Sud et l'Amérique latine, que les exportations se sont le plus développées. En Afrique subsaharienne, au contraire, le volume des exportations n'a augmenté en moyenne que de 2 % par an, en partie parce que les échanges mondiaux de produits exportés par la région n'ont augmenté qu'à un rythme inférieur de moitié à celui du commerce mondial. La part du marché des exportations traditionnelles des pays d'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord a également diminué.

Des déficiences dans les politiques liées au commerce ont continué à freiner la croissance dans bien des pays les plus pauvres. Une réponse tempérée des exportations à la libéralisation du commerce est souvent allée de pair avec une appréciation des taux de change réels et une forte volatilité des taux de change réels. Le revenu par habitant a augmenté sensiblement plus vite dans les pays pauvres qui avaient des taux de change réels relativement stables. L'absence de programmes efficaces d'exonération ou de rétrocession des droits de douane, liée à la place importante des droits de douane sur les biens intermédiaires et les biens d'équipement dans les recettes budgétaires, a renchéri les coûts pour les exportateurs.

Ainsi, en dépit de progrès sensibles, y compris une libéralisation accélérée du commerce, la politique commerciale d'un grand nombre de pays parmi les plus pauvres ne semble pas de

nature à relever rapidement les niveaux de vie, à améliorer, ni même à maintenir, la part des exportations sur les marchés traditionnels, ni à encourager une diversification rapide. Des facteurs extérieurs ont également joué un rôle.

Les obstacles au commerce dressés par les pays industriels pénalisent les pays pauvres

Les barrières élevées imposées au commerce par les pays industriels aux importations agricoles et agro-alimentaires, ainsi que les subventions agricoles, expliquent en partie la médiocrité relative des résultats à l'exportation des pays en développement pour ces produits. Ces barrières au commerce sont particulièrement préjudiciables aux pays les plus pauvres qui, à cause de la faiblesse de leurs infrastructures (transports, télécommunications, etc.) et du manque de travailleurs qualifiés, ont beaucoup de peine à diversifier leurs exportations et à se lancer dans des domaines offrant un meilleur potentiel de croissance.

Si les droits de douane moyens aux États-Unis, au Canada, en Union européenne et au Japon (la fameuse Quadrilatérale) s'échelonnent de 4,3 % au Japon à 8,3 % au Canada, ils représentent des obstacles élevés pour beaucoup de produits exportés par les pays en développement. Voici quelques exemples :

- les principales denrées de base agricoles, telles que la viande, le sucre, le lait, les produits laitiers et le chocolat, pour lesquels les droits dépassent souvent 100 % ;
 - le tabac et certaines boissons alcoolisées ;
 - les fruits et légumes, y compris les bananes, qui sont frappées d'un droit de 180 % au-delà de la limite du contingent en Union européenne, et les arachides décortiquées, qui sont imposées à 550 % au Japon et 132 % aux États-Unis ;
 - les produits agro-alimentaires, y compris les jus de fruit, les viandes en conserve, le beurre d'arachide et la confiserie, pour lesquels les taux dépassent 30 % sur plusieurs marchés ; et
 - les textiles, l'habillement et la chaussure, pour lesquels les tarifs sont de l'ordre de 15 à 30 %.
- Dans tous ces secteurs, les pays en développement ont un avantage comparatif.

*« Beaucoup des pays les plus pauvres du monde ne sont pas parvenus à bénéficier de l'ouverture croissante de l'économie mondiale, en raison de leurs propres carences politiques et institutionnelles, mais également, ne l'oublions pas, de l'impact très défavorable des barrières protectionnistes auxquelles se heurtent leurs produits dans les pays industriels », dit **Uri Dadush, Directeur à la Banque mondiale du Groupe d'étude des perspectives de développement**, qui publie *Global Economic Prospects* tous les ans. « Ces barrières constituent un obstacle majeur pour les pays en développement qui essaient d'exporter en plus grande quantité leurs textiles et leurs produits agricoles sur les marchés lucratifs des pays industriels », précise-t-il.*

A cause de ces barrières, seuls les producteurs agricoles les plus rentables des pays en développement parviennent à pénétrer sur les marchés des pays industriels, et des producteurs relativement moins efficaces des pays industriels réussissent à maintenir leur part de marché. Les bons résultats obtenus par de nombreux pays en développement avec des produits pour lesquels la protection et les subventions sont moins élevées, tels que les fleurs coupées d'Afrique, et des

parts plus importantes du commerce des fruits et des légumes indiquent que si l'agriculture ne bénéficiait pas d'une protection aussi élevée, beaucoup de pays en développement pourraient accroître leurs exportations.

Les normes, les pays en développement et le système du commerce international

Les normes appliquées aux produits (règles régissant les caractéristiques des marchandises, généralement imposées par souci d'hygiène et de sécurité) sont indispensables au bon fonctionnement des marchés et contribuent à soutenir le système commercial. Cependant, beaucoup de pays en développement (principalement les plus pauvres) n'ont pas les ressources techniques et financières voulues pour élaborer efficacement des normes, pour remplir les conditions imposées aux importations par les pays industriels et pour faire appel lorsque les normes servent à pénaliser leurs exportations.

L'application des normes fondamentales du travail (liberté d'association, abolition des pires formes du travail des enfants et de l'esclavage) et de normes environnementales (limitation de la pollution et du déboisement) est essentielle pour la croissance et l'équité. Cependant, le recours aux sanctions commerciales pour imposer l'application de ces normes risque d'aller à l'encontre du but recherché, car il limiterait l'accès des pays en développement aux marchés internationaux, sans les aider à améliorer le bien-être. Les normes sociales et environnementales progressent généralement à mesure qu'un pays se développe, mais la faiblesse de ces normes n'assure généralement pas un avantage compétitif notable. Les sanctions commerciales peuvent être manipulées par les intérêts protectionnistes et pénalisent les travailleurs dans la mesure où elles réduisent la demande des biens qu'ils produisent. Même si la menace de sanctions améliore la situation de quelques travailleurs, il est peu probable que les conditions de travail moyennes s'améliorent au niveau d'un pays tout entier. De la même manière, certaines études empiriques ont montré que l'imposition de sanctions commerciales aux exportateurs pouvait se traduire par des pertes de production considérables, sans contribuer sensiblement à la réduction de la pollution.

Le commerce électronique et les pays en développement

Selon le nouveau rapport, l'internet va doper la mondialisation. Il renforcera l'efficacité et accroîtra l'intégration des marchés, tant sur le plan intérieur qu'à l'international, particulièrement dans les pays en développement qui sont les plus désavantagés par le manque d'accès à l'information. Si l'internet peut stimuler la croissance, il risque aussi de marginaliser encore davantage les pays qui n'y ont pas facilement accès.

Pour saisir les possibilités offertes par le commerce électronique, il faut suivre des politiques analogues à celles qui permettent de profiter des opportunités commerciales : une bonne coordination internationale, par exemple pour assurer la compatibilité des technologies de télécommunications et pour parer aux menaces pesant sur les systèmes fiscaux et financiers nationaux ; une économie ouverte, capable de promouvoir la concurrence et la diffusion des technologies de l'internet ; et des services sociaux et des infrastructures efficaces, en particulier un secteur des télécommunications concurrentiel et une main-d'œuvre instruite.

Selon le rapport, il deviendra moins coûteux, grâce à l'internet, d'atteindre les marchés des pays industriels, ce qui permettra de dégager des recettes commerciales importantes. Les sociétés des pays en développement qui vendent des produits différenciés, à forte intensité de main-d'œuvre (par exemple les objets d'artisanat, les logiciels, les services aux entreprises — en particulier les services consistant à traiter à distance des informations standards) bénéficieront d'une demande en hausse. Les sociétés des pays en développement pourront également brûler les étapes et adopter sans transition les technologies les plus avancées.

Cependant, l'accès à l'internet varie dans des proportions extraordinaires suivant les pays, ce qui accroît les risques de marginalisation des pays qui n'y ont pas facilement accès. Aux États-Unis, 30 % de la population est reliée à l'internet, contre seulement 0,6 % dans les pays en développement. L'accès à l'internet devrait augmenter plus rapidement dans les pays en développement que dans les pays industriels au cours des dix prochaines années, d'autant plus qu'un nombre croissant d'usagers se servent des téléphones portables pour se brancher sur l'internet.

Cependant, l'accès par habitant restera probablement limité, surtout dans les pays les plus pauvres, et ne rattrapera sans doute pas, loin s'en faut, les niveaux d'ores et déjà atteints dans les pays industriels. Le nombre des sociétés reliées à l'internet pourra augmenter sensiblement, mais les pays en développement les plus pauvres pourront néanmoins voir leur compétitivité souffrir du manque de capital humain et de services complémentaires nécessaires pour se lancer avec succès dans le commerce électronique.

*« Les pays en développement doivent rester ouverts au commerce et aux investissements étrangers directs pour absorber les dernières innovations techniques. Les pays qui ne sauront pas se maintenir à niveau risquent de se marginaliser à mesure que grandit le rôle de l'internet dans le commerce mondial », dit **Bill Shaw, l'un des auteurs principaux de Global Economic Prospects 2001 et économiste principal à la Banque mondiale.** « Pour les pays en développement, le défi consiste à faire une réalité des promesses extraordinaires de l'internet en tant que moteur de croissance économique, et à empêcher le fossé numérique de se creuser. »*

-###-

Les journalistes peuvent obtenir accès à la documentation avant l'expiration de l'embargo par l'intermédiaire du Centre d'information en ligne de la Banque mondiale pour les médias à :
<http://media.worldbank.org/secure/>

Les journalistes accrédités qui n'ont pas de mot de passe peuvent en demander un en remplissant le formulaire d'inscription disponible à :
<http://media.worldbank.org/>

Le public pourra accéder gratuitement au texte intégral du rapport, au communiqué de presse et à d'autres informations sur le World Wide Web immédiatement après la levée de l'embargo, sur le site :

<http://www.worldbank.org/prospects/gep2001>

Les journalistes sont invités à citer ce site web dans leurs articles sur le rapport.